

La fusion des socialistes et des sociaux-démocrates italiens

LE PARTI DE POLICHINELLE

Les ouvriers communistes, les révolutionnaires conscients des terribles responsabilités de l'époque actuelle, doivent renouveler le Parti; lui donner une forme précise, une direction précise; ils doivent empêcher les opportunistes de le réduire à la taille des nombreux partis de la patrie de Polichinelle.

Antonio Gramsci
Ordine Nuovo, 24-1-1920.

L'unification du Parti socialiste italien (P.S.I.) et du Parti social-démocrate italien (P.S.D.I.) est désormais chose faite. Après des années de séparation, les deux moitiés de l'ancien P.S.I.U.P., né pendant la dernière guerre, vont se réunir en un seul et même parti. Ceci était d'autant plus facile pour le P.S.I. qu'il a été amené à ces retrouvailles par la voie d'une implacable logique politique : sa dégénérescence devait fatalement le conduire à retrouver, à un détour de son évolution à rebours, la faiblesse théorique du P.S.D.I. En outre, la pression exercée sur les amis de Nenni par leur participation au gouvernement de centre gauche a été des plus déterminantes. Il est aussi possible que les résultats des élections de juin, sanctionnant une légère poussée électorale du P.S.D.I., aient contribué à faciliter cette union.

Afin de mieux comprendre la portée de cet accord, il nous faut examiner la « charte idéologique » qui a servi de contrat à ce mariage. Ce texte, malgré quelques touches révolutionnaires, visiblement destinées à ne pas trop affaiblir l'aile gauche du futur parti, est des plus significatifs. Il baigne dans le compromis typiquement social-démocrate. Il renonce définitivement à toute conception matérialiste, et ce ne sont pas les quelques références à la tradition de 1892, du caractère fondamental de l'expérience idéologique marxiste qui peuvent faire oublier que l'argument essentiel de cette charte de réunification n'est autre que la liberté (!) qui, bien entendu, ne peut être qu'éternelle.

La critique des Etats ouvriers qui y est faite est édifiante. Elle n'a cure d'examiner quelles forces économiques et sociales y sont en jeu. Non, la dégénérescence de ces pays en « régimes despotiques de parti et d'Etat » n'est due qu'au fait qu'on y a étouffé le souffle de la liberté collective.

Le deuxième paragraphe de ce document reprend, de façon très pâle, les buts socialistes que le parti naissant se propose. Les ouvriers étant en train d'effectuer une longue marche vers la direction de l'Etat, ce même Etat est contraint de ce fait à se transformer progressivement d'instrument au service du capitalisme en instrument au service de la libération des travailleurs à condition, bien entendu, que ces derniers puissent participer à la gestion des pouvoirs publics.

Il est sous-entendu que si l'actuel gouvernement de centre-gauche continue encore pendant quelques années son œuvre pie, et que le nouveau parti a le bonheur de pouvoir y participer, les quelques réserves de la charte disparaîtront au chaud soleil italien. Comment fera le nouveau parti pour transformer cet Etat, qui est celui de la Celere (équivalent transalpin des C.R.S.), des préfets, des escrocs à la construction, des monopoles, des éteigneurs de divorce, des briseurs de grève ; comment le nouveau parti réussira-t-il à transformer cet Etat-là en instrument idéal pour un passage graduel au socialisme ? Il n'en est bien sûr pas question. Car, c'est toujours ce texte qui le dit : « le socialisme est une œuvre collective et consciente, laborieuse et graduelle d'une civilisation à construire, pas à pas, dans la démocratie et la liberté. » Que voilà un langage qui sent bon l'humanisme petit-bourgeois.

Le troisième paragraphe concernant l'analyse des concentrations de pouvoirs, les tendances à l'ajustement à l'échelle européenne et internationale des activités économiques sont d'une banalité toute social-démocrate, propres à ne pas inquiéter un certain libéralisme de gauche. L'exigence de la planification se réduit à une rationalisation du système en usage.

Le quatrième paragraphe est l'axe du document : défense du centre-gauche, dont les réalisations sont très brèvement esquissées et dont l'avenir est paré de teintes riantes : plan de réforme, etc. Dans le but de dédouaner la collaboration avec la Démocratie chrétienne, on prend soin

de ne pas en parler, on y envisage la lutte comme se circonscrivant entre la droite, l'extrême-droite et soi-même.

Le paragraphe relatif aux questions internationales est le fils légitime du P.S.D.I. La question de l'Internationale y est traditionnellement réformiste : charbonnier et maître chez soi donc aucun besoin d'Internationale. Pour compléter le tout, il n'est fait que très vaguement mention de l'impérialisme.

Quant à la conception organique du nouveau parti, elle relève des normes généralement en usage dans la social-démocratie.

Très schématiquement, telle est la charte de réunification. Le P.C.I. n'a guère pu contrer ce texte. Les analogies entre la charte et son propre programme sont en effet très troublantes. Amendola n'a guère trouvé à opposer à cela que l'exemple de la social-démocratie... française. Cette petite indication nous montre clairement quel sera le comportement du P.C.I. envers le nouveau parti.

La lecture de l'Unità, pendant la période

qui précéda la ratification par le C.C. du P.S.I. de la fusion, est des plus significatives. Si elle faisait quotidiennement état des déclarations d'opposants P.S.I. à la fusion.

— Tous ces opposants se situaient toujours dans l'aire de répartition typiquement rouge de l'Italie septentrionale : l'Emilie. Ils y dénonçaient en termes très violents la dégénérescence social-démocrate de leur parti — elle ne disait mot de l'opinion propre du P.C. sur ce problème. Longo, dans son intervention à la réunion de la direction du 12 octobre, fait encore état des multiples protestations P.S.I. contre la fusion. Usli, qui prend la parole après Longo, émet une opinion très dissemblable. Il constate que le nouveau parti regroupe une forte majorité de socialistes, reconnaissant ainsi implicitement le caractère assez ambigu de la campagne « préfusionniste » de l'Unità, caractère qui découle de l'impossibilité de critiquer vraiment une formation dont le programme est si proche de celui du P.C. par l'esprit.

Dans ce même rapport, Longo, toujours

aussi inconséquent, se laisse aller à se demander comment feront les social-démocrates, prisonniers des accords avec la D.C., pour poursuivre une politique d'opposition à la bourgeoisie. Quelques lignes plus loin, il y répond lui-même. « En unifiant les forces authentiquement socialistes pour assurer la marche en avant dans la direction de la société socialiste, à partir d'un socialisme au système de pouvoir fondé sur le consentement populaire ; d'un système où les Assemblées continueront d'avoir une fonction politique générale, tout en établissant des rapports nouveaux avec toutes les organisations économiques, sociales, syndicales, culturelles ayant une autonomie propre dans le système démocratiques. »

Tout ce jargon nous promet, à plus ou moins long terme, une solide idylle entre le P.C.I. et ce digne représentant de la social-démocratie mondiale qu'est devenu ce parti si facilement réuni.

La patrie de Polichinelle a bien besoin d'un parti révolutionnaire, décidément !

G. BALLETTI.

WILSON GÉRANT LOYAL :

Le sort de la classe ouvrière anglaise nous montre-t-il notre propre avenir ?

L'économie britannique est malade. Depuis la fin des années 40, toutes ses phases d'expansion ont été suivies d'inflation et d'un déséquilibre des paiements extérieurs qu'il a fallu corriger par des politiques brutalement déflationnistes, cassant du même coup la croissance. L'explication s'en trouve, en dernière analyse, dans une faible productivité liée à un taux d'accumulation très inférieur (au moins depuis 10 ans) à ceux des principaux pays capitalistes avancés. Au surplus, l'incapacité des gouvernements conservateurs successifs à briser le cercle vicieux de l'expansion et de la récession (le « stop-go ») et à impulser une indispensable modernisation en profondeur de l'appareil de production a rendu chaque fois plus difficile le redressement de la situation. On estime aujourd'hui qu'il faudra au moins cinq ans pour surmonter la crise éclatée à l'automne 1964.

L'origine de cette crise se trouve, une fois de plus dans un mouvement de spéculation contre la Livre déclenché par les mauvais résultats du commerce extérieur. Quelques semaines seulement après son arrivée au pouvoir, le gouvernement travailliste se trouvait donc confronté au cauchemar de ses prédécesseurs conservateurs durant les quinze années précédentes. Parant au plus pressé, Wilson appela à son aide les banques centrales étrangères membres du « Club de Bâle » et en obtint un concours financier qui lui permit d'intervenir sur le marché des changes pour contrer la spéculation et soutenir le cours de la monnaie. La fragilité de l'équilibre retrouvé posait cependant à nouveau le problème de savoir s'il fallait opérer une dévaluation. Dans tout autre pays qui connaîtrait un déséquilibre extérieur aussi grave et persistant, cette solution serait très vite adoptée ; mais, on le sait, la Livre n'est pas une monnaie ordinaire, c'est une monnaie-clé qui, comme l'or et le dollar sert de moyen de paiement dans les échanges internationaux. Ce rôle privilégié lui vient du XIX^e siècle où la Grande-Bretagne était la première puissance commerciale du monde et où la place de Londres — la City — finançait par le crédit la moitié du commerce international. Bien que ce fondement économique des privilèges de la Livre n'existe plus aujourd'hui (et même depuis la Première Guerre mondiale) celle-ci continue d'être utilisée au titre d'instrument de réserve. Sa dévaluation risquait donc d'entraîner une série de dévaluations en chaîne (risque faible dans l'hypothèse d'une dévaluation concertée, « à froid » : la Livre n'est pas le dollar) et d'ébranler un peu plus le déjà fort lézardé système monétaire international. Mais, à coup sûr, cette dévaluation portait un coup fort grave aux intérêts des milieux financiers britanniques

et internationaux. Ces derniers refusèrent. Wilson ne dévalua pas.

Il restait une autre voie : pratiquer des coupes sombres dans les dépenses militaires à l'étranger qui sont responsables pour une très grande part du déficit des paiements extérieurs britanniques. Cela aboutissait fondamentalement à remettre en question la présence anglaise à l'« Est de Suez ». Les Américains dirent non. Wilson ne diminua pas ces crédits.

Il était clair, dès lors, que l'économie britannique ne pouvait échapper à sa cure périodique de déflation et de stagnation, et que les travailleurs se verraient imposer la charge de sauver leur capitalisme de la banqueroute. Les observateurs bourgeois eux-mêmes décriaient ainsi le dilemme confrontant Wilson : ou bien se satisfaire d'une croissance de la production voisine de 2 % par an avec un chômage important, ou bien être dans l'impossibilité de rembourser les dettes qu'il était nécessaire de contracter pour soutenir la Livre contre les attaques spéculatives. Cependant, le souvenir des vociférations travaillistes contre les politiques d'austérité des conservateurs était trop frais. Soit parce qu'il le croyait possible, soit parce que les promesses électorales du Labour étaient trop récentes, Wilson se fit fort de rétablir l'équilibre de la balance des paiements sans interrompre l'expansion. Il s'ensuivit une série de mesures incohérentes et souvent contradictoires qui n'aboutirent ni à redresser durablement les échanges extérieurs, ni à stopper l'inflation, ni à tirer la production de son marasme. En juin 66, une nouvelle fois, la dégradation de la Livre fut telle qu'il fallut faire appel au concours des banques centrales étrangères. Le ton des reproches adressés alors à Wilson dut être sévère, et celui des recommandations impératif. Le 20 juillet, rompant avec les tergiversations, le gouvernement travailliste mit la déflation à l'ordre du jour : accroissement de la fiscalité (notamment sur la consommation), majoration des tarifs publics, durcissement des conditions de vente à crédit, réduction des investissements publics (logement) et surtout, blocage volontaire des salaires et des prix pendant six mois suivis d'une autre période semestrielle de « liberté surveillée ». Or estime qu'à la suite de ces mesures, la production diminuera et que le chômage atteindra 500.000 travailleurs avant la fin de cette année, et un million en 1967. Entre la classe ouvrière britannique d'une part, la « défense du monde libre en Orient » et les intérêts des milieux financiers d'autre part, Wilson a maintenant ouvertement choisi. S'il en fallait une preuve supplémentaire, rappelons que le blocage obligatoire (et non plus seulement volontaire) des salaires réclamé par les crédettes étrangers dès que le pro-

gramme fut connu est maintenant entré dans les faits.

« Je n'admets pas, pour ma part, ce procédé barbare qui consiste à châtier un pays en comprimant les salaires, les prix... en brutalisant la production... sous prétexte de freiner l'inflation ». Est-ce un opposant à Wilson qui a dit cela ? Non, c'est... Mendès-France lors d'un débat avec Debré sur le plan de stabilisation ! Pauvre Mendès : s'il trouvait « barbare » ce plan (qui n'est jamais allé jusqu'à comporter un blocage autoritaire des salaires) quel coup ont dû lui porter les mesures prises par son ami Wilson ! Ceux qui prétendent nous contre-gouverner, en général, devraient tirer ample profit d'une méditation sur l'expérience britannique de ces deux dernières années. Les réalités du fonctionnement de l'économie capitaliste n'y ont pas laissé pierre sur pierre de leurs rêveries technocratiques. La preuve a été faite jusqu'à l'extrême qu'un système fondé sur la propriété privée des moyens de production et rattaché par tous ses pores à l'ensemble du système capitaliste ne peut connaître d'autre rationalité que la rationalité capitaliste. Ce n'est pas par manque d'« idées neuves » que Wilson a été acculé à des mesures plus « barbares » que ne l'ont jamais été celles des conservateurs, c'est que, dans le cadre d'une gérance loyale du capitalisme, toute sa « bonne volonté » technocratique ne pouvait lui permettre d'éviter la reconstitution du tapis de chômeurs indispensable au sauvetage de l'économie.

Une fois de plus, le mythe du capitalisme assagi grâce à la gestion intelligente de quelques hommes éclairés a volé en éclats. Une fois de plus, la classe ouvrière anglaise a fait l'expérience concrète des « voies réformistes du passage au socialisme ». Les travailleurs anglais qui, en votant pour Wilson, avaient cru voter pour l'expansion et la hausse du niveau de vie, se voient aujourd'hui menacer par ce même Wilson d'amendes et d'emprisonnement s'ils contreviennent par la grève à la loi sur le blocage des salaires. C'est au niveau des entreprises, contre cette loi et contre le chômage, que le combat va se mener dans les mois à venir. Il incombe aux révolutionnaires anglais un énorme travail de critique des illusions réformistes, de démasquage des parlementaires travaillistes et des bureaucraties syndicales qui, lorsqu'elles ne l'ont pas approuvée, n'ont condamné cette politique que de façon toute verbale, n'organisant nulle part la résistance et la contre-offensive. C'est par cette voie, et sur des mots d'ordre précis de contrôle ouvrier, que passe aujourd'hui la construction du parti révolutionnaire dont la classe ouvrière anglaise a si tragiquement besoin.

Jean DEVAUX.